

Fédération de Russie

Il est rappelé que la Fédération de Russie a cessé d'être membre du Conseil de l'Europe à compter du 16 mars 2022 (CM/Res(2022)2), et Partie à la Convention européenne des droits de l'homme à compter du 16 septembre 2022.

Depuis lors, la situation des droits humains en Fédération de Russie continue de se détériorer, comme l'indiquent les récentes décisions du Comité des Ministres concernant plusieurs domaines clés des droits humains¹. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le système de la Convention a eu un impact positif indéniable sur la Fédération de Russie et son système juridique avant son exclusion. Afin d'opposer la détérioration actuelle à l'impact positif antérieur, il conviendrait de faire le point sur toutes les améliorations de la situation des droits humains en Fédération de Russie, telles qu'elles ont été mises en évidence par le Comité des Ministres avant l'exclusion. Le tableau ci-dessous, qui énumère les problèmes en matière de droits humains en Fédération de Russie que le Comité des Ministres a considérés comme résolus, constitue un pas dans cette direction.

Les mesures prises et les descriptions détaillées des aspects spécifiques des problèmes abordés peuvent être trouvées soit directement dans la résolution/décision finale à laquelle il est fait référence, soit dans les bilans d'action auxquels il est fait référence dans la résolution/décision finale.

Il convient de souligner que, bien que le Comité ait précédemment considéré que ces problèmes avaient été résolus, cela ne signifie pas qu'un problème ne pourrait pas se poser à nouveau, en particulier dans le contexte d'une détérioration générale de la situation des droits humains.

Domaine dans lequel le Comité a clôturé sa surveillance	Décision/Résolution finale
Article 5 : droit à la liberté et à la sécurité	
1. Article 5 § 1 : absence de limites de durée pour la détention provisoire	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
2. Article 5 § 1 : délais entre les décisions de prolongation de la détention provisoire	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
3. Article 5 § 1 : refus de faire droit à une demande de mise en liberté considérés comme un motif suffisant pour prolonger la détention provisoire	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
4. Article 5 § 1 : application rétroactive d'ordonnances de placement en détention	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
5. Article 5 § 1 : la simple transmission de l'affaire pour jugement est considérée comme un motif suffisant de détention provisoire	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
6. Article 5 § 1 : absence totale de motivation de certaines décisions ordonnant le placement en détention, d'ordinaire lorsque les affaires étaient renvoyées d'une instance à une autre	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
7. Article 5 § 1 : disposition légale imprécise relative au calcul de la période de détention lorsque le tribunal renvoie l'affaire au stade de l'enquête	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
8. Article 5 § 1 : placement non justifié dans un hôpital psychiatrique dans le cadre d'une procédure pénale	CM/ResDH(2017)355
9. Article 5 § 1 et Article 5 § 4 : absence de contrôle judiciaire de l'internement psychiatrique si le tuteur de la personne dépourvue de capacité juridique y consent	CM/ResDH(2020)333
10. Article 5 § 4 : non-examen des requêtes contre les ordonnances de placement en détention provisoire	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
11. Article 5 § 4 : audiences en l'absence du détenu et de son conseil	CM/Del/Dec(2015)1243/H46-17
Article 6 : droit à procès équitable	
12. accès à un tribunal : conflit de compétence entre les tribunaux	CM/ResDH(2011)152
13. accès à un tribunal : restrictions à l'accès du public à une salle d'audience	CM/ResDH(2018)339
14. accès à un tribunal : perte d'un dossier	CM/ResDH(2018)340
15. accès à un tribunal : application du principe de l'immunité absolue des organes étatiques étrangers, même en ce qui concerne leurs activités de droit privé	CM/ResDH(2019)100

¹ Y compris en ce qui concerne la liberté d'association (*Ecodefence et autres*, décision du 14 mars 2024, § 7), les droits et libertés en matière d'élections (*Iabloko et autres* et autres affaires, décision du 14 mars 2024, § 6), les droits des personnes LGBT (*Alekseyev et autres*, décision du 7 décembre 2023, § 3), la liberté de religion (groupe *Taganrog LRO et autres*, décision de septembre 2023, § 4), et la liberté de réunion (groupe *Lashmankin et autres*, décision de mars 2023, § 5).

16. accès à un tribunal : refus d'accepter un recours sans raison valable	CM/ResDH(2019)204
17. accès à un tribunal : refus d'examiner des demandes civiles pour défaut d'adresse fixe	CM/ResDH(2018)337
18. participation aux audiences : absence de notification d'une audience du tribunal	CM/ResDH(2020)332
19. participation aux audiences : absence de notification d'une audience de contrôle juridictionnel	CM/ResDH(2017)413
20. participation aux audiences : décision d'appel non motivée de réduire les intérêts accordés, sans entendre les parties	CM/ResDH(2020)331
21. participation aux audiences : refus de participer à une audience pénale en raison de l'état mental de l'accusé	CM/ResDH(2019)205
22. participation aux audiences (Article 6, Article 8) : privation automatique de tous les droits procéduraux des personnes dépourvues de capacité juridique en raison d'un handicap mental	CM/ResDH(2020)333
23. participation aux audiences : refuser de faire droit à la demande de la requérante d'ajourner l'audience pour lui permettre de se présenter en personne	CM/ResDH(2018)211
24. non-exécution de décisions définitives rendues par une juridiction spécifique en 1997-2000	CM/ResDH (2004)85
25. recours en cas de non-exécution des obligations monétaires de l'État	CM/ResDH(2011)293
26. recours en cas de non-exécution des obligations de l'État en nature	CM/ResDH(2016)268
27. non-exécution de décisions définitives : logements sociaux pour les juges et les liquidateurs de Tchernobyl	CM/ResDH(2019)329
28. non-exécution de décisions définitives : logements sociaux pour les anciens militaires	CM/ResDH(2016)268 CM/ResDH(2020)37
29. non-exécution de décisions définitives : obligations en nature (sauf pour la réalisation de logements sociaux pour les catégories exceptionnelles)	CM/ResDH(2021)34
30. sécurité juridique : lacunes dans l'annulation des jugements définitifs dans le cadre de la procédure de contrôle prudentiel (nadzor) : procédures civiles	CM/ResDH(2017)83
31. sécurité juridique : lacunes dans l'annulation des jugements définitifs dans le cadre de la procédure de contrôle prudentiel (nadzor) : procédures commerciales	CM/ResDH(2011)151
32. sécurité juridique : lacunes dans l'annulation des jugements définitifs dans le cadre des procédures de contrôle (nadzor) : procédures pénales	CM/ResDH(2021)168
33. sécurité juridique : interruption de la procédure d'exécution, en violation du droit interne (« recours déguisé »)	CM/ResDH(2017)278
34. durée excessive des procédures civiles et pénales	CM/ResDH(2017)168
35. pas d'accès à la motivation d'un jugement	CM/ResDH(2020)334
36. absence de notification d'une décision adoptée	CM/ResDH(2008)17
37. composition illégale de la cour : questions relatives aux juges non professionnels	CM/ResDH (2004) 46 CM/ResDH(2017)167
38. manque d'impartialité d'un tribunal qui qualifie un accusé de « coupable » dans une décision rendue avant sa condamnation	CM/ResDH(2017)280
Article 8 : droit au respect de la vie privée et familiale	
39. pas d'option légale sur mesure entre la pleine capacité juridique et la pleine incapacité juridique pour les personnes handicapées mentales	CM/ResDH(2020)333
40. présence d'étudiants en médecine lors de l'accouchement de l'enfant du requérant	CM/ResDH(2016)72
41. refus d'établir la paternité et de changer le nom de famille de l'enfant mort-né du requérant	CM/ResDH(2008)21
42. impossibilité de prolonger les délais de contestation judiciaire de la paternité	CM/ResDH(2011)150
43. mauvaise motivation d'un jugement déterminant la résidence d'un enfant	CM/ResDH(2018)254
44. expulsion en violation du droit national	CM/ResDH(2011)154 CM/ResDH(2020)282
Article 10 : liberté d'expression	
45. procédures en diffamation : les tribunaux ne font pas la distinction entre le jugement de valeur et l'exposé de faits ; diffamation non publique.	CM/ResDH(2008)18
46. sanction disproportionnée (radiation) d'un avocat pour avoir insulté des juges	CM/ResDH(2022)132
Article 11 : liberté de réunion et d'association	
47. refus de renouveler l'enregistrement d'une association en violation du droit interne	CM/ResDH(2008)20
48. dissolution d'un parti politique pour manque de membres et de branches régionales ; refus de modifier certaines données dans le registre national de ce parti	CM/ResDH(2017)354
Article 34 : droit de requête individuelle auprès de la Cour européenne	
49. refus répétés de l'administration pénitentiaire de transmettre les lettres du requérant à la Cour européenne	CM/ResDH(2008)19 CM/ResDH(2011)30 CM/ResDH(2018)440
50. manquement de l'administration pénitentiaire à l'obligation de transmettre les lettres de la Cour européenne au requérant	CM/ResDH(2020)330
51. pressions exercées sur le requérant lors de conversations avec le procureur au sujet de sa requête auprès de la Cour européenne	CM/ResDH(2020)335
Article 1 du Protocole n° 1: protection de la propriété	
52. retards dans le paiement des pensions mensuelles de vieillesse	CM/ResDH(2018)341

53. dette résultant des obligations Urozhay-90	CM/ResDH(2012)134
54. confiscation de la voiture de la requérante dans le cadre de la procédure pénale menée contre son mari : absence de fondement en droit interne	CM/ResDH(2011)153
55. confiscation des biens de la requérante dans le cadre de la procédure pénale menée contre un membre de sa famille : pas de contrôle juridictionnel	CM/ResDH(2019)66
56. confiscation pour contrebande sans justification juridique précise	CM/ResDH(2011)301
57. vente d'une voiture saisie par les autorités douanières alors que le recours contre la saisie est toujours en cours	CM/ResDH(2018)342
Article 3 du Protocole n° 1: right to free elections	
58. interdiction générale du droit de vote des détenus	CM/ResDH(2019)240
59. annulation ou refus de l'inscription comme candidat aux élections fédérales pour des raisons juridiques spécifiques	CM/ResDH(2018)17
Autres affaires	
60. Article 2 : décès du fils du requérant, abattu par un garde alors qu'il s'échappait d'une unité militaire	CM/ResDH(2019)126
61. Article 3 : privation de lunettes en détention	CM/ResDH(2017)84
62. Article 4 : pas d'enquête effective sur les allégations de traite d'êtres humains vers Chypre	CM/Del/Dec(2012)1144/8
63. Article 2 du Protocole n° 4 : refus de traiter une demande d'enregistrement de résidence, en violation du droit national	CM/ResDH(2018)338